

» PRESSE NATIONALE

Politique 

le jour
POUR PLUS D'INFORMATION

21E SOMMET EXTRAORDINAIRE DE L'UA, EN ANGOLA : TIÉMOKO MEYLIET KONÉ PARLE AU NOM D'ALASSANE OUATTARA

Représentant le Président la République, Alassane Ouattara, ce dimanche 30 août 2026, au 21e Sommet extraordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine (Ua), le Vice-Président de la République, Tiémoko Meyliet Koné, a porté la voix de la Côte d'Ivoire sur les enjeux de paix et de sécurité en Afrique. Il a plaidé pour des mécanismes de prévention des conflits plus réactifs et mieux coordonnés, tout en réaffirmant le soutien d'Abidjan au Plan d'Action de Luanda adopté à l'issue des travaux. La 21e Session était consacrée au renforcement des mécanismes de prévention et de résolution des conflits en Afrique. L'ouverture solennelle du Sommet, qui se tenait au Palais des Congrès de Luanda, a été marquée par l'allocation du Président de la République d'Angola, João Manuel Lourenço, par ailleurs Champion de l'Union africaine pour la paix et la réconciliation en Afrique, et celle du Président en exercice de l'Ua, Evariste Ndayishimiye.

Fraternité Matin

SOMMET EXTRAORDINAIRE DE L'UA / PRÉSERVER LA PAIX : LA CÔTE D'IVOIRE PRÉCONISE TROIS AXES MAJEURS

Au nom du Chef de l'État, Alassane Ouattara, le vice-Président de la République, Tiémoko Meyliet Koné, a porté la voix de la Côte d'Ivoire au cours du 21e sommet extraordinaire de l'Union africaine, le dimanche 30 août 2026, à Luanda, en Angola. Dans son discours, l'émissaire du Président Ouattara a dressé un constat peu reluisant du bilan de la mise en œuvre des instruments de paix et de sécurité de l'Ua. Pour lui, malgré l'existence du Conseil de paix et de sécurité (Cps) ou encore du Système continental d'alerte précoce (Scap), l'Afrique n'intervient que lorsque la situation dégénère, c'est-à-dire lorsqu'elle est hors de contrôle. Pour briser ce cycle, la Côte d'Ivoire propose une refonte globale du système de préservation de la paix axée sur trois axes essentiels. Le premier pilier consiste, pour les pays africains, à s'approprier avant tout les mécanismes de prévention. Le deuxième pilier nécessite une coordination fluide et claire entre l'Ua, les régions et les États membres. Concernant le troisième pilier, Abidjan propose un partenariat stratégique consolidé avec les Nations unies.

le jour
POUR PLUS D'INFORMATION

COOPÉRATION : UNE DÉLÉGATION DE PARLEMENTAIRES IVOIRIENS S'IMPRÈGNE DU MODÈLE AGRICOLE DU VIETNAM

Conduite par le président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, Jérôme Patrick Achi, une délégation de députés ivoiriens a pris part, les lundi 24 et mardi 25 août 2026, à une mission d'étude au Vietnam. Organisée à Hanoï puis à Can Tho, cette visite a permis aux parlementaires ivoiriens de s'imprégner de l'expérience vietnamienne dans plusieurs domaines stratégiques, notamment l'agriculture, l'aquaculture, la transformation locale des produits, la modernisation institutionnelle et le développement économique. La délégation parlementaire ivoirienne a effectué sa mission d'étude au Vietnam avec plusieurs objectifs : renforcer les relations entre les deux pays, approfondir la coopération interparlementaire et surtout tirer des enseignements de l'expérience vietnamienne en matière de développement agricole et institutionnel.

INDÉNIÉ-DJUABLIN / ORPAILLAGE ILLÉGAL : PLUSIEURS SITES DÉGUERPIS ET UN IMPORTANT LOT DE MATÉRIELS DÉTRUITS

Les unités territoriales et mobiles de la Légion de gendarmerie d'Abengourou et une équipe nautique du Groupement Spécial de Lutte contre l'orpaillage illégal (GSLOI) ont mené, du dimanche 16 au jeudi 27 août 2026, une vaste opération de démantèlement de sites d'orpaillage illégaux dans la région de l'Indénié-Djuablin. Pendant ces 11 jours, les interventions de ces Hommes de la Maréchaussée se sont déroulées dans les localités d'Aniassué, de Bebou (Zaranou) et d'Ebilassokro, et sur les tronçons N'Grakon Ahinikro Comoe-N'Danou (Aniassué), à Ehuasso (Ebilassokro) et sur le fleuve Comoé. Ceci a permis de démanteler plusieurs sites illégaux et de détruire un important lot de matériels utilisés pour l'extraction de l'or. Il s'agit, selon nos sources, de 109 dragues, 134 motopompes, 204 concasseurs, 200 dispositifs de lavage, 189 abris de fortune, 6110 mètres de tuyaux et raccords, 146 bidons, 277 bassines et 150 tapis de lavage. A cela s'ajoutent 6 motocyclettes et 58 barils.

CAFÉ-CACAO/ CAMPAGNE 2026-2027 : LES PRIX BORD CHAMP DÉVOILÉS AUJOURD'HUI

Les producteurs de café-cacao retiennent leur souffle. Pour cause, les prix bord champ de la campagne café-cacao 2026-2027 seront communiqués officiellement ce mardi 1er septembre 2026, à l'occasion de la 10e édition des Journées nationales du cacao et du chocolat (JNCC), prévue du 1er au 3 septembre au parc des Expositions d'Abidjan. Cette 10e édition présidée par le Vice-président de la République, Tiémoko Meyliet Koné, sera aussi l'occasion de dresser le bilan des acquis des précédentes éditions, de mettre en lumière les avancées enregistrées et d'ouvrir de nouvelles perspectives pour le développement durable et la compétitivité de la filière café-cacao ivoirienne. S'agissant de la campagne précédente, la période d'octobre 2025 à février 2026, le prix bord champ avait été fixé à 2 800 FCFA le kilogramme, un niveau record. Pour la campagne intermédiaire, allant de mars à août 2026, ce prix avait été ramené à 1 200 FCFA le kilogramme, en raison de la baisse des cours du cacao sur le marché international.

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES INFRACTIONS ASSIMILÉES : LA HABG SALUE LES PERFORMANCES DU DISPOSITIF NATIONAL

Les réformes engagées par le gouvernement pour le renforcement de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption en Côte d'Ivoire portent leurs fruits, en dépit de quelques insuffisances signalées. Le rapport d'évaluation 2024 des activités liées à la prévention et à la lutte contre la corruption et les infractions assimilées note, dans l'ensemble, une performance satisfaisante et encourageante du dispositif national mis en place à cet effet. Ce lundi 31 août, lors de l'ouverture de l'atelier de validation de l'avant-projet de rapport d'évaluation 2024 de ces activités, le représentant du président de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG), Yao Kouakou Daniel, a indiqué que cette évolution favorable se traduit par des progrès aussi bien au niveau des indicateurs internationaux de gouvernance que dans la mise en œuvre des réformes institutionnelles, l'exercice des activités de prévention et des actions de répression initiées par le gouvernement.

DÉPLOIEMENT DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN CÔTE D'IVOIRE : LE MINISTÈRE DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE SIGNE UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE AVEC MISTRAL

Le ministère de la Transition numérique et de l'Innovation technologique annonce, dans un communiqué de presse dont L'inter a reçu copie, lundi 31 août 2026, la signature d'un partenariat stratégique avec Mistral, l'un des leaders européens de l'Intelligence artificielle. Il s'agit d'une mission d'audit stratégique pour déployer une intelligence artificielle ancrée dans les priorités du Plan national de développement 2026-2030. Cette coopération marque une avancée décisive dans la stratégie nationale en matière d'Intelligence artificielle. « Elle engage un audit approfondi de l'écosystème national, qui débouchera sur une feuille de route opérationnelle pour déployer des solutions concrètes au bénéfice de l'État, des entreprises et des citoyens ivoiriens », indique le document. L'annonce intervient à quelques semaines de la conférence « Impact IA », qui réunira, du 9 au 11 septembre 2026 à l'espace Latrille Events à Abidjan-Cocody, près de 200 décideurs publics et privés autour d'un objectif commun : faire de l'Intelligence artificielle un levier concret de performance pour l'administration, l'agriculture, la santé et l'éducation.

Les acteurs du secteur financier intensifient leurs travaux sur l'évaluation des dérogations fiscales. Hier, lundi 31 août 2026, s'est ouvert un atelier stratégique regroupant la cellule technique du Comité national d'évaluation des dépenses fiscales, ainsi que divers experts de l'administration fiscale, en vue de finaliser le rapport annuel consacré aux exonérations et allègements accordés par l'État. Faisant suite aux récentes consultations sur la fiscalité verte, cette initiative constitue une avancée clé dans la structuration des finances publiques locales. Elle concrétise un impératif d'exemplarité et de clarté en permettant d'exposer publiquement, à l'attention du gouvernement, du Parlement et des citoyens, l'impact financier réel ainsi que la portée des arbitrages fiscaux et douaniers dérogatoires. La démarche s'aligne d'ailleurs sur les directives d'harmonisation budgétaire portées par l'UEMOA et la CEDEAO à l'échelle régionale. Le cadre d'étude vise à offrir aux décideurs politiques un outil d'aide à la décision à la fois exhaustif et détaillé.

PRIX ALASSANE OUATTARA 2026 : 300 MILLIONS FCFA POUR LES JEUNES ENTREPRENEURS, CANDIDATURES OUVERTES JUSQU'AU 5 SEPTEMBRE

Le coup d'envoi est donné. Depuis ce lundi 31 août 2026, les jeunes porteurs de projets peuvent déposer leur candidature pour l'édition 2026 du Prix Alassane Ouattara du Jeune entrepreneur émergent. Le Centre d'incubation du District autonome d'Abidjan, situé au rez-de-chaussée de l'immeuble Le Signal, au Plateau, accueille les dossiers jusqu'au samedi 5 septembre, de 8 h à 17 h. Institué en 2014, ce Prix s'est imposé au fil des ans comme l'un des principaux dispositifs d'insertion économique des jeunes à Abidjan. L'édition 2026 a été officiellement lancée le 10 août dernier par le ministre, gouverneur du District, Cissé Ibrahima Baongo. Le Prix s'adresse aux Ivoiriens âgés de 18 à 40 ans, résidant à Abidjan, sans emploi salarié et porteurs d'un projet entrepreneurial viable. Les candidatures peuvent concerner plusieurs secteurs : artisanat, agroalimentaire, technologie ou services. La participation est gratuite. Pour cette édition, 60 projets seront retenus à l'issue du processus de sélection, pour une enveloppe globale de 300 millions de FCFA.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE / ÉVALUATION AU CAMES : LE CNRA OBTIENT UN TAUX DE RÉUSSITE DE 100%

Le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) vient de marquer son histoire, d'une pierre blanche. Ses 28 candidats soumis à évaluation au Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (Cames), au titre de l'année 2026, ont tous été promus. Soit un taux de réussite de 100%. Soit 12 pour le grade de maître de recherche et 16 pour le grade de chargé de recherche. Parmi les promus, figurent 7 femmes. Ils ont été célébrés hier, lundi 31 août, sur le site du CNRA d'Adiopodoumé, sur la route de Dabou, par la direction générale. La cérémonie a été présidée par le président du conseil d'administration, Coulibaly Nandoh. A ses côtés, les membres de la direction générale, avec en tête, le directeur général du CNRA, professeur Abdourahamane Sangaré. Celui-ci a exprimé sa satisfaction et sa fierté face à ce résultat inédit dans l'histoire du CNRA.

CONCOURS DÉPROGRAMMÉS : LE MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE APPELLE LES CANDIDATS AU REMBOURSEMENT

Le ministère de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration invite les candidats dont les concours ont été déprogrammés au titre des sessions 2025 et 2026 et qui n'ont pas encore perçu le remboursement de leurs frais d'inscription à se rapprocher de ses services. Dans un communiqué n°21/MFPMA/DGFP/DC/ du 24 août 2026, la Direction générale de la Fonction publique précise que les personnes concernées sont attendues à la Direction des Concours, située à l'immeuble Chichet, au Plateau, du mercredi 26 août au vendredi 4 septembre 2026. Cette démarche vise notamment les candidats qui n'ont pu être remboursés en raison de difficultés à les joindre ou de l'impossibilité d'effectuer les transferts de fonds sur leurs numéros de téléphone. Les formalités peuvent également être accomplies auprès des Directions régionales du ministère de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration, durant la même période.

AZAGUIÉ / APRÈS DES INONDATIONS : LE GOUVERNEMENT APPORTE SA COMPASSION AUX SINISTRÉS

Les populations affectées par les fortes pluies enregistrées au cours des mois de juin et juillet 2026 à Azaguié ont bénéficié du soutien du gouvernement. À travers le ministère de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, des dons en vivres et non-vivres ont été remis, le jeudi 27 août 2026, dans la cour de la sous-préfecture à Azaguié-Ahoua, aux ménages touchés par les inondations. Cette opération de solidarité, menée par l'entremise de l'autorité préfectorale d'Azaguié, vise à apporter une réponse aux besoins immédiats des familles sinistrées et à témoigner de la compassion de l'État à leur endroit. Les appuis sont notamment constitués de denrées alimentaires et de produits de première nécessité destinés à soulager les ménages durant cette période difficile. Le sous-préfet d'Azaguié, Franck Antoine Gouly, qui a remis le don, a réaffirmé l'engagement des pouvoirs publics à rester aux côtés des populations vulnérables.

ROUTE DUÉKOUÉ-GUIGLO-BLOLÉQUIN : LE CHANTIER AVANCE

La réhabilitation de l'axe routier Duékoué-Guiglo-Bloléquin progresse. Lancé le samedi 10 juin 2023 par le Premier Ministre d'alors, Jérôme Patrick Achi, ce vaste chantier, d'un coût de 58,8 milliards de francs CFA, porte sur un linéaire de 98 kilomètres. Trois ans après son lancement, les travaux ont franchi une étape importante, avec un taux global d'exécution qui dépasse désormais 60 %. Sur le tronçon Duékoué-Guiglo, les travaux sont achevés, offrant aux usagers une chaussée réhabilitée et de meilleures conditions de circulation. Mais l'avancée du chantier ne s'arrête pas aux portes de Guiglo. Les travaux ont désormais dépassé les limites du département de Guiglo et progressent dans le département de Bloléquin, notamment au niveau de Ziglo, considéré comme l'une des portes d'entrée du département. La présence des équipes et l'évolution des travaux à ce niveau témoignent concrètement de la progression du projet vers Bloléquin. À terme, la réhabilitation de cet axe stratégique doit contribuer au désenclavement des localités traversées, à l'amélioration de la mobilité des populations et à la fluidification du transport des produits agricoles.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE, PLAQUE D'IMMATRICULATION... : TOURÉ SOULEYMANE (DIRECTEUR DU GUA) DIT TOUT

« Aucun engin n'a le droit d'être en circulation sans une plaque d'immatriculation légale », « un Ivoirien n'a le droit d'importer que deux véhicules par année ». Ces affirmations sont de Touré Souleymane, directeur du Guichet unique automobile (Gua). Il intervenait en tant qu'invité spécial du magazine du dimanche de la chaîne nationale RTI1, le dimanche 30 août 2026. Selon l'invité du jour, la Côte d'Ivoire connaît aujourd'hui, une très forte proportion d'engins à deux roues. Face à cela, le Gua est venu régler cette difficulté fragilisant les actions de l'État mais aussi répondant aux attentes des populations ivoiriennes. « On avait la plaque bleue que tout le monde connaissait mais cette plaque minéralogique qui a connu ses limites parce qu'elle n'arrivait plus à garantir les questions de sécurité, de traçabilité », a reconnu le directeur du Gua. A contrario, a évoqué l'hôte du jour, le Nouveau Système d'Immatriculation Initiale des Véhicules (Nsiiv), permet aujourd'hui de s'arrimer aux normes internationales.

ADZOPÉ : LE CNS MOBILISE LES COMMUNAUTÉS CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS

« Pour un cacao durable, disons non au travail des enfants ». C'est autour de ce thème que le Comité National de Surveillance des actions de lutte contre la Traite, l'Exploitation et le Travail des Enfants (CNS), présidé par la Première Dame de Côte d'Ivoire, Mme Dominique Ouattara, a lancé, à Ananguié, sa campagne annuelle de sensibilisation menée pendant les vacances scolaires. Organisée en collaboration avec la Société Coopérative Simplifiée d'Ananguié (SCSAG), l'opération a réuni plus de 500 producteurs et productrices de cacao, ainsi que de nombreux enfants et des leaders communautaires venus d'Ananguié, de Biasso, d'Ahouabo, de Bouapé et d'Escaf. L'objectif de la rencontre, rappeler aux communautés que la protection des enfants constitue une condition essentielle à la pérennité de la filière cacao et à la préservation de la réputation du cacao ivoirien sur les marchés internationaux.

SASSANDRA / RESTAURATION DU COUVERT FORESTIER : ASSAHORÉ LANCE LA CAMPAGNE DE REBOISEMENT ET D'AGROFORESTERIE 2026 DANS LA FORÊT DE BOLO-OUEST

Le ministre des Eaux et Forêts, Jacques Assahoré Konan, a procédé au lancement officiel de la campagne de reboisement et d'agroforesterie 2026 dans l'agro-forêt de Bolo-ouest, le jeudi 27 août 2026 à Safa-Manois, dans la sous-préfecture de Dakpadou, département de Sassandra. Inscrit dans le cadre de la stratégie forestière nationale, ce projet, porté par KAMIS-CI dans le cadre d'une convention de concession avec l'État, prévoit notamment la restauration du couvert forestier. Il a déjà permis la création de 181 hectares de plantations de palmier à huile et 50 hectares de reboisement, avec 314 emplois au bénéfice des populations riveraines. Pour le ministre, cette initiative doit contribuer au développement économique et social des communautés locales à travers la création d'emplois, de revenus et d'infrastructures sociales, notamment des pistes, des points d'eau ainsi que des appuis aux écoles et centres de santé. « Ce projet doit profiter d'abord à ceux qui vivent ici. Les jeunes et les femmes en sont les premiers bénéficiaires », a-t-il insisté.

AGRO-FORÊT DE BOLO-OUEST (SASSANDRA) : LE REBOISEMENT DE 200 HECTARES LANCÉ

Le ministre des Eaux et Forêts, Jacques Assahoré Konan, et Kamis CI-SA, concessionnaire de l'agro-forêt de Bolo-Ouest, ont procédé, le jeudi 27 août 2026, au lancement officiel du reboisement de 200 hectares au titre de l'année 2026. La cérémonie s'est tenue à Safa-Manois, dans la sous-préfecture de Dakpadou, département de Sassandra, en présence de Légré Dapka Philippe, député de la circonscription de Fresco, ainsi que de Kébé Mahamadou, président du Conseil régional du Gbôklè. À l'occasion, le ministre des Eaux et Forêts a réaffirmé la volonté de l'État de Côte d'Ivoire de faire de la restauration du couvert forestier un axe majeur de sa politique environnementale, tout en veillant à ce que les projets forestiers contribuent au développement économique et social des communautés riveraines.

TAÏ : L'OIPR MOBILISÉ POUR LA GESTION DURABLE DU CORRIDOR ÉCOLOGIQUE

Du jeudi 27 au vendredi 29 août 2026, s'est tenu, dans la salle de conférence de la préfecture de Taï, un atelier de restitution du Plan d'aménagement et de gestion (PAG) 2026-2035 de la Réserve naturelle volontaire du corridor écologique de Taï. Cette rencontre a enregistré la présence du corps préfectoral, des communautés riveraines du corridor écologique, des groupements d'associations, des présidentes et présidents d'associations de femmes et de jeunes, des services techniques de l'État ainsi que de la Direction de zone Sud-Ouest de l'Office ivoirien des parcs et réserves (OIPR). Représentant le préfet de Taï, Akoa N'Guessan Jean, le secrétaire général de préfecture, Lansana Meïté, a salué l'engagement de l'OIPR en faveur de la gestion des aires protégées du Sud-Ouest du pays. Il a particulièrement relevé sa contribution à la gestion de la Réserve naturelle volontaire du corridor écologique de Taï, qui traversait depuis quelque temps une phase de transition.

GRANDE NUIT DU PATRIMOINE ARCHIVISTIQUE 2026 : LE SÉNAT DE CÔTE D'IVOIRE RAFLE DEUX DES PLUS PRESTIGIEUSES DISTINCTIONS

L'Association des jeunes archivistes de Côte d'Ivoire (Ajaci) a célébré, le vendredi 28 août 2026, à l'hôtel Ivotel-Plateau, la 6e édition de sa prestigieuse soirée de distinction dénommée "Grande nuit du patrimoine archivistique" (Gnpa). Un événement qui a, une fois encore, mis en lumière les structures publiques et privées pionnières en matière de gouvernance documentaire. L'une des attractions majeures de la cérémonie a sans nul doute été le triomphe historique de la Chambre haute du Parlement, qui s'est adjugée deux des plus prestigieuses récompenses de la soirée. En l'occurrence le Prix de la catégorie "Institution d'État et de la République" et le prestigieux "Grand prix de la soirée", couronnant ses efforts exceptionnels de modernisation documentaire. Ce sacre du Sénat de Côte d'Ivoire permet à l'Institution parlementaire de repartir, au terme de cette soirée, les bras chargés de récompenses.

À l'arrêt depuis quelque temps, les travaux de réhabilitation du complexe sportif de Sinématiali vont bientôt reprendre. En prélude à cette relance, le ministre des Sports, Adjé Silas Metch, a dépêché une mission sur le terrain, le samedi 29 août 2026, afin d'évaluer précisément l'état d'avancement du chantier et d'identifier les actions à mener pour sa reprise effective. Conduite par le directeur de cabinet adjoint du ministère des Sports, Abissa Hervé, la délégation comprenait notamment Adama Doumbia, directeur général des Sports et de la Vie fédérale, et Gbané Ousmane, directeur général de l'Office Ivoirien des sports. Cette descente sur le terrain avait pour objectif de dresser un état des lieux précis du chantier après l'arrêt des travaux.



VU SUR LE NET

Société



ACCÈS A L'EAU POTABLE : LE PROJET DES 1 000 FORAGES TRANSFORME LE QUOTIDIEN DES POPULATIONS

À Mamadouvo, dans le Tchologo, l'accès à l'eau potable s'est amélioré avec la mise en service, le 23 novembre 2025, d'un forage équipé d'un système de pompage à énergie solaire. Réalisé dans le cadre du projet des 1 000 forages d'eau potable équipés de pompes à énergie solaire, l'ouvrage rapproche désormais l'eau potable des populations et facilite leur approvisionnement au quotidien. D'une profondeur de 75 mètres, le forage affiche un débit de 2 m³ par heure. L'eau est pompée grâce à l'énergie solaire puis stockée avant sa distribution aux habitants. Pour les populations, cette infrastructure change surtout les habitudes. Avant, l'accès à l'eau nécessitait de se rendre au marigot, parfois très tôt le matin. Une situation particulièrement contraignante pour les femmes. « Avant, on devait se lever très tôt pour aller au marigot. Aujourd'hui, on peut venir chercher l'eau directement ici sans histoire et à la chaîne », témoigne Koro Silué, une habitante de Mamadouvo.



Restez connectés à l'actualité du gouvernement
en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE
À PORTÉE DE CLIC !

Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions
des Conseils des ministres, démarches administratives,
actualité nationale.



Cicg